

Brochure n° 3159

Convention collective nationale

IDCC : 2596. – **COIFFURE ET PROFESSIONS CONNEXES**

■ *Journal officiel* du 17 octobre 2009

Arrêté du 8 octobre 2009 portant extension d'un accord et d'un avenant conclus dans le cadre de la convention collective nationale de la coiffure et des professions connexes (n° 2596)

NOR : MTST0923547A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 3 avril 2007 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 23 juillet 2009, portant extension de la convention collective nationale de la coiffure et des professions connexes du 10 juillet 2006, et de textes la modifiant ou la complétant ;

Vu l'accord du 15 avril 2009, relatif à la mise en place de certificats de qualification professionnelle, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant n° 14 du 18 mars 2009, relatif à la période d'essai, à la convention collective susvisée ;

Vu les demandes d'extension présentées par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 1^{er} août 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu les avis motivés de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendus lors de la séance du 2 octobre 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la coiffure et des professions connexes du 10 juillet 2006, les dispositions de :

- l'accord du 15 avril 2009, relatif à la mise en place de certificats de qualification professionnelle, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, à l'exclusion :
 - des termes « d'apprentissage ou », figurant au premier point de l'article 3 (Bénéficiaire d'un CQP), comme étant contraires aux dispositions de l'article L. 6211-1 du code du travail ;
 - des termes « et d'apprentissage », figurant au point 4 de l'article 4-2 (Cahier des charges du CQP), comme étant contraires aux dispositions de l'article L. 6211-1 du code du travail ;
- l'avenant n° 14 du 18 mars 2009, relatif à la période d'essai, à la convention collective susvisée.

L'avant-dernier alinéa de l'article 2 est étendu sous réserve que, hors cas de rupture conventionnelle et conformément aux dispositions des articles L. 1221-25 et L. 1221-26 du code du travail, l'entretien éventuel prévu par la convention collective ne puisse dispenser l'une ou l'autre des parties au contrat de travail de prendre l'initiative de la rupture contractuelle de la période d'essai qui devra être notifiée par la partie à laquelle elle est applicable.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord et de l'avenant susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accord et avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 octobre 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Les textes de l'accord et de l'avenant susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/27, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.